

Communiqué de presse

Pacte franco-allemand de compétitivité

Attaque coordonnée contre nos salaires, nos retraites et nos acquis sociaux?

A l'occasion du sommet européen du 4 février 2011, les idées de la chancelière allemande Merkel et du président français Sarkozy visant à imposer aux Etats membres de la Zone euro des règles strictes en matière de finances et d'endettement publics furent au centre des débats. Parmi les idées les plus contestées se trouvent l'abolition pure et simple de tout système d'indexation des salaires et retraites à l'inflation, le recul de l'âge de la retraite à 67 ans, la politique salariale ainsi que l'inscription dans la constitution des Etats membres d'un plafond maximal de dette publique. Si l'OGBL salue la position prise par le Premier ministre luxembourgeois défendant notamment l'indexation des salaires et l'autonomie de la négociation collective des salaires et conditions de travail, il n'est pas persuadé que le tandem franco-allemand se laisse si facilement décourager dans sa tentative d'imposer une politique qui ne laissera plus beaucoup de liberté démocratique aux parlements et aux gouvernements des pays concernés.

Ensemble avec la Confédération européenne des syndicats (CES), l'OGBL constate que le sujet de la compétitivité est à nouveau utilisé comme alibi pour intervenir dans les systèmes de négociations collectives partout en Europe, pour forcer une dégradation des salaires, pour abolir le système d'indexation au Luxembourg, en Belgique et au Portugal et pour affaiblir les systèmes de retraite basés sur la solidarité. Ce pacte, s'il était mis en œuvre, conduirait droit vers l'appauvrissement d'une grande partie des citoyens européens.

Attaque contre la souveraineté démocratique

L'initiative Merkel-Sarkozy sur la compétitivité va de pair avec l'introduction du semestre européen, un nouvel outil européen de coordination des politiques économique et budgétaires, mis en œuvre depuis janvier 2011. Il s'agit de passer au crible bruxellois l'orientation budgétaire des Etats membres de la Zone euro avant que le budget pour l'année suivante ne soit débattu aux parlements. L'OGBL a déjà dénoncé cette pratique comme une attaque contre la souveraineté démocratique des parlements.

Pour l'OGBL il est évident que toutes ces démarches visent graduellement à niveler les salaires, c.à.d. le revenu provenant du travail, vers le bas - d'abord dans la Zone euro et ensuite dans toute l'Union européenne -, à affaiblir les systèmes de



Onofhängege Gewerkschaftsbond Lëtzebuerg

Mil Lorang

Département Communication et Relations publiques

146, boulevard de la Pétrusse L-2330 Luxembourg
Tél.: (+352) 496005-262 Fax: (+352) 496005-290 www.ogbl.lu
email : mil.lorang@ogbl.lu

Communiqué de Presse

(suite)

négociations collectives et à instaurer un système de sécurité sociale à minima qui ne protège plus que contre les extrêmes formes de précarité et de pauvreté.

En réduisant les salaires et en reculant l'âge de la retraite à 67 ans il est évident que de grands segments de la population glisseront graduellement vers la précarité et la pauvreté. Les décideurs européens, c'est-à-dire les chefs d'Etat et de gouvernement européens et leurs ministres, semblent aujourd'hui être guidés par une logique du démantèlement social, par une volonté de supprimer dans les plus brefs délais ce qui faisait la particularité de l'économie de marché à l'européenne, un système où les responsables politiques veillaient à une répartition juste des richesses créées par l'économie.

L'OGBL lance un appel aux responsables politiques

Aujourd'hui il semble que les politiciens européens ne soient plus qu'à la botte du lobby du grand capital et n'aient plus aucune perspective de progrès social et de protection des salariés. Le volet social de la politique européenne fait éminemment défaut. Au lieu d'œuvrer par exemple en faveur d'une réduction du temps de travail dont le maximum hebdomadaire demeure à 48 heures et plus, les politiques s'attaquent au droit du travail, au droit du licenciement, partout en Europe. Le problème du chômage de masse n'est pas réellement résolu. L'on pousse les personnes concernées vers des emplois à très bas salaires voire vers des systèmes de revenus minima comme le Hartz IV en Allemagne.

L'OGBL lance un appel urgent à tous les décideurs politiques luxembourgeois, aux partis politiques et leurs groupes parlementaires, de s'opposer publiquement de la manière la plus claire à cette politique dictée de l'extérieur par l'Allemagne et la France. Les salariés du Luxembourg veulent continuer à bénéficier des richesses qu'ils créent tous les jours au sein de leurs entreprises, comme ils veulent continuer à pouvoir partir à la retraite après quarante années de cotisation. Et les salariés et retraités du Luxembourg veulent continuer à être protégés contre la dégradation de leurs revenus due à l'inflation!

**Communiqué par l'OGBL
le 7 février 2011**